

Carte blanche



Ban Ki-moon
Secrétaire général des Nations unies

Dans moins d'un mois, la conférence des Nations unies sur le changement climatique ouvrira ses travaux à Copenhague, marquant ainsi une étape importante des efforts internationaux pour construire une relation plus durable avec notre planète. La science nous apprend que les enjeux de Copenhague ne pourraient être plus élevés. Mais les bénéfices que l'on pourrait retirer d'une action urgente et unie sont aussi vitaux. Nous ne pouvons pas gaspiller cette occasion unique de tracer une nouvelle voie vers une prospérité à faible teneur en carbone pour tous. Il est essentiel que nous atteignons un accord ambitieux sur le climat à Copenhague. Le moment est venu.

Le changement climatique affecte chacun des autres défis auxquels nous sommes confrontés : la pauvreté mondiale et la santé publique, la croissance économique, la sécurité alimentaire, l'eau potable, l'énergie. Le changement climatique va réécrire l'équation générale pour le développement, la paix et la prospérité au XXI^e siècle. C'est pourquoi le changement climatique a été ma priorité depuis que je suis entré en fonction.

Nous avons pu constater des progrès considérables ces deux dernières années. Le changement climatique n'est désormais plus perçu comme un problème mineur. Il se trouve maintenant au top de l'agenda international. En

septembre, j'ai convoqué un sommet aux Nations unies qui a réuni 101 chefs d'Etats et de gouvernement, la plus grande réunion de dirigeants sur le changement climatique de l'histoire. Présidents, Premiers ministres, tous ont convenu : une action urgente est nécessaire pour empêcher que le changement climatique causé par l'être humain ne devienne incontrôlable. Lors du sommet, les leaders ont signalé leur détermination à parvenir à un accord à Copenhague. Ils ont exprimé leur large soutien pour fixer un objectif à long terme afin de maintenir l'augmentation de la température globale à un niveau sûr.

L'ESSENTIEL

- Face au changement climatique, toutes les nations, développées ou en développement, doivent prendre leur part du fardeau.
- Un accord sur le financement sera un élément crucial de la réussite de Copenhague.
- Ou de son échec.

La tâche est désormais de transformer cette vision en réalité politique. Ensemble, nous devons assurer que tous les pays travaillent à un objectif commun et à long terme afin de limiter l'augmentation de la température globale à un niveau sans danger, de protéger les populations vulnérables, et de créer une voie vers une croissance mondiale « verte ».

Nous pouvons atteindre ces objectifs à Copenhague. Je continuerai à faire pression pour un accord aussi ambitieux que possible, un accord qui satisfasse les facteurs scientifiques et trace la voie à un accord juridiquement contraignant en tant qu'objectif ultime. Copenhague ne doit pas résoudre tous les détails, mais il doit résulter en une décision claire éta-

blissant les bases fondamentales d'un accord mondial sur le climat. Désormais, il est important que les pays se mettent d'accord concernant quelques questions majeures. Chaque nation doit faire sa part du travail. Les pays développés doivent fixer des objectifs ambitieux pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Les pays en voie de développement doivent faire davantage afin de ralentir la croissance de leurs émissions. Nous avons besoin d'accords sur les moyens d'aider les populations vulnérables à s'adapter aux impacts du climat qui sont déjà enfermés dans l'atmosphère.

Il est essentiel que nous atteignons un accord ambitieux sur le climat à Copenhague

pour gérer ce soutien. A mon avis, un accord émergeant de Copenhague qui adresse clairement ces éléments nous permettra d'atteindre les indicateurs minimaux du succès. Mais Copenhague n'est pas l'arbitre final de ce succès, ni le point final de l'action globale et collective. La mise en œuvre sera la clef. Au bout du compte, la science nous dira si nous avons réussi ou pas.

ments de décider du contenu et de la forme d'un accord. La responsabilité du résultat de Copenhague – ainsi que de tout accord international majeur – repose sur leurs épaules. L'engagement des chefs d'Etats est crucial. Je salue l'invitation du Premier ministre danois Rasmussen aux leaders mondiaux à assister à Copenhague, et j'applaudis la volonté du président Obama d'envisager d'y assister.

Je m'engage à servir d'agent neutre en soutien aux préparations menées par le Danemark. Les Nations unies continueront également à convoquer et à faciliter des consultations globales et à aider les gouvernements à mettre en place tous les accords sur le climat, en s'appuyant sur notre expertise mondiale. Au bout du compte, cependant, c'est aux gouvernements de décider du contenu et de la forme d'un accord. La responsabilité du résultat de Copenhague – ainsi que de tout accord international majeur – repose sur leurs épaules. L'engagement des chefs d'Etats est crucial. Je salue l'invitation du Premier ministre danois Rasmussen aux leaders mondiaux à assister à Copenhague, et j'applaudis la volonté du président Obama d'envisager d'y assister.

Un financement adéquat, prévisible et supplémentaire – provenant de sources publiques et privées – est nécessaire pour soutenir les pays en voie de développement avec leurs plans de faible croissance des émissions. Bien sûr, les avantages d'un tel soutien vont inévitablement revenir à chaque pays. Les émissions sont mondiales. Avec le temps, leurs conséquences seront mondiales.

La réunion du Conseil de l'Union européenne à Bruxelles du mois dernier a reconnu l'importance des besoins de financement à long terme. Nous avons maintenant besoin de plus de clarté concernant les contributions précises auxquelles les pays vont s'engager. Un accord sur le financement est un élément qui fera, ou brisera un accord réussi sur le climat.

S'il y a une leçon à retenir de la crise climatique et des autres crises de l'année passée – alimentaire, pétrolière, financière et de la grippe – c'est celle-ci : nous partageons une planète, une maison. En tant que personnes, que nations, qu'espèces, nous sommes tous impliqués. Travaillons ensemble dans un but commun pour saisir les opportunités offertes par Copenhague. ■

« Nous partageons une planète. Nous sommes tous impliqués... »

J'encourage tous les pays à faire plus pour que Copenhague soit l'endroit où le monde conclura un engagement global qui fournira les fondations de notre action collective contre le changement climatique. J'ai transmis le même message lors de ma visite récente à Washington.

A cette fin, je salue le leadership de l'Union européenne qui mène



BARCELONE, 2 NOVEMBRE, MANIFESTATION DE GREENPEACE lors de la dernière réunion préparatoire en vue du Sommet de Copenhague, laquelle n'a pas abouti à des progrès substantiels. © AP.

Carte blanche



Georges Ugeux
PDG de Galileo Global Advisors, ancien directeur financier de la Société générale de Belgique, ancien vice-président de la Bourse de New York (de 1996 à 2003).

De tout temps, nous avons connu des pôles de puissance régionale qui ont dominé le monde : l'Egypte, la Grèce, Rome, Byzance et bien d'autres.

Avec la fin de l'Union soviétique, les Etats-Unis ont acquis le statut de puissance mondiale unique et invincible. Vingt ans après la chute du Mur, dans le monde global qui est le nôtre, George Bush, Mikhail Gorbatchev et Helmut Kohl ont célébré ce moment historique à Berlin.

Ces vingt années de suprématie peuvent être divisées en deux parties : la conquête des dix premières années, avec l'intégration de l'Europe de l'Est et Centrale dans l'Otan, et de multiples autres rassemblements sous la bannière étoilée. Mais les dix dernières années ont atteint cette suprématie au cœur. S'ouvrant sur les attentats du 11 septembre 2001, le mil-

lénaire faisait apparaître une faiblesse inattendue. Les Etats-Unis eux-mêmes étaient victimes d'une agression massive sur leur propre sol. Cette vulnérabilité intérieure

L'ESSENTIEL

- Nous vivons dans un monde multipolaire.
- L'Europe est-elle prête à tenir sa place, à égalité avec les autres puissances régionales ?
- Celles-ci ont commencé à se doter des moyens de leur suprématie.

que la gestion lamentable des inondations de la Louisiane a mis en évidence, a fait apparaître la faiblesse du dispositif intérieur américain face aux attentats et aux catastrophes naturelles. Elle a porté atteinte, à l'intérieur comme à l'extérieur, à l'image de compétence et de bonne gestion du pays.

Les guerres en Irak et en Afghanistan ont entamé non seulement la réputation d'intégrité morale des Etats-Unis mais aussi sa capacité militaire. La cession de fonctions militaires à des milices civiles sans aucune morale et l'impossibilité d'une victoire décisive ont porté un coup sévère à la confiance que le reste du monde porte dans la capacité des Etats-

Les Etats-Unis : première et dernière puissance mondiale ?

Un d'intervenir comme gendarme du monde. On y ajoutera l'impuissance à arrêter l'Iran, la Corée du Nord ou le Pakistan.

Restait la domination financière qui vient d'être mise à bas par une crise provoquée entièrement par le monde financier lui-même : le système de réglementation qui « faisait l'envie du monde entier », ces marchés dont la liquidité semblait infinie et surtout une innovation qui a agi comme une bombe à retardement, sont autant de mythes qui ont vécu. A cela s'ajoute le crédit moral fait à ces marchés financiers dont on sait maintenant que, loin d'être orientés vers le bien public, ils enrichissaient de manière outragée quelques milliers d'« heureux bénéficiaires » et n'avaient de transparent que le nom.

Je suis convaincu que ni les Etats-Unis ni le monde n'ont pris conscience de l'ampleur de ce phénomène, et surtout de ses conséquences à long terme. Si l'on tente de décoder les initiatives de l'administration Obama, on note trois tendances de fond.

Tout d'abord, le désir de diminuer le coût exorbitant de la suprématie militaire et la résistance aux

lobbies militaires. C'est dans cette ligne qu'il faut lire les déclarations du président américain sur un monde « non nucléaire », sur des désengagements militaires, sur une modération de l'Etat d'Israël et du terrorisme islamique. Il a bien mérité en quelques mois son Prix Nobel pour avoir inversé la tendance de ses prédécesseurs.

Ensuite, il y a une tentative exceptionnelle de regagner le terrain perdu sur le plan des valeurs : une Amérique sans épine dorsale

« L'attitude européenne vis-à-vis des Etats-Unis devra sortir de son infantilisme structurel. »

forme est en route. Elle sera pénible, complexe, et devra se faire en coordination avec le reste du monde. Elle ne se fait pas mondialement : les Etats-Unis ont commencé à balayer devant leur porte plutôt que de sacrifier aux modes de sommets sans contenu et d'attendre en vain que leurs partenaires financiers se réforment. L'endettement des Etats-Unis envers l'Europe et l'Asie atteint près de 5.000 milliards de dollars. Ils vont reconstruire un leadership régional, en

dépendance des autres pays du monde. Wall Street a perdu son leadership mondial, mais ne sera pas remplacé.

Tout cela représente un défi colossal pour le reste du monde. Il va falloir vivre avec des leaderships régionaux. Les Etats-Unis y joueront le rôle de « primus inter pares ». Mais ils ne peuvent plus se permettre d'être cette puissance mondiale qu'ils ont été depuis la fin de la Guerre froide.

Quant au terrain financier, sa ré-

Il y aura plusieurs pôles en Amérique (les Etats-Unis et le Brésil), en Europe (l'Union européenne et la Russie) et en Asie (le Japon, la Chine et l'Inde). A voir les discussions sur la présidence européenne, on est pris d'un doute profond : l'Europe est-elle prête à se doter de cette voix essentielle qui parlera à égalité avec les autres puissances régionales ? A-t-elle entamé le début d'un dialogue avec l'Asie ? Se soucie-t-elle du Brésil ? C'est là un défi d'autant plus énorme que les autres puissances régionales ont commencé à se doter des moyens de leur suprématie. Et ce n'est pas seulement le cas de la Chine.

Quant à l'attitude européenne qui a consisté à demander ses solutions à l'Oncle Sam, elle risque rapidement de se trouver confrontée à une puissance qui va lui demander de s'assumer sur le plan moral, financier et militaire. L'attitude européenne vis-à-vis des Etats-Unis devra, pour ce faire, sortir de son infantilisme structurel. ■

Georges Ugeux tient un blog sur le site du Monde (<http://finance.blog.lemonde.fr/>) et sur le site américain huffingtonpost.com (<http://www.huffingtonpost.com/georges-ugeux>)